

PARIS, le 6 Juillet 1961

L'ACTIVITE DU FRONT ANTILLO-GUYANAIS POUR L'AUTONOMIE



- Le Comité pour la Réforme du Statut Politique des Départements d'Outre-Mer met au point l'action qu'il juge la plus propre à imposer l'autonomie des départements antillo-guyanaise. -

Considérant que le congrès antillo-guyanais, tenu les 22 et 23 avril à Paris, constituait une réussite, notamment auprès de la jeunesse, les promoteurs du Comité pour la Réforme du Statut Politique des D.O.M. ont jugé le moment favorable pour élargir leur audience auprès de leurs compatriotes établis en métropole. Les personnalités dominantes du Comité, MM. Beville, Glissant, Manville et Joseph Marie, ont estimé, en particulier, qu'il fallait mettre à profit l'unanimité que le congrès avait manifestée sur la nécessité de demander le remplacement du statut départemental de 1946 par l'autonomie et celle de créer un Front des Antillais et Guyanais pour l'autonomie qui permette de faire aboutir cette revendication, encore que le représentant guyanais eût formulé des objections sur l'opportunité d'une création immédiate de la Fédération antillo-guyanaise.

....

D'ailleurs, les semaines qui suivirent le congrès furent employées à l'étude du problème que soulèvent ces objections. Des réunions eurent lieu aux domiciles de MM. Manville et Joseph Marie, auxquelles participèrent MM. Béville, Glissant et même le leader du Parti Communiste Guadeloupéen, J. Rosan-Girard. Celui-ci invité pour la circonstance par son ami Manville, devait jouer un rôle prépondérant. Alors, en effet, que MM. Béville et Manville proposaient de stigmatiser l'attitude hésitante des Guyanais, le communiste soutint qu'il était préférable d'adopter une ligne de conduite plus souple et mieux adaptée aux réalités politiques de chaque territoire.



Selon le secrétaire général du P.C. Guadeloupéen, il existe dans les trois territoires, Guyane, Martinique et Guadeloupe, des facteurs économiques, géographiques et historiques qui permettraient le développement de la lutte contre l'impérialisme français, mais qui, à eux seuls, ne suffisent pas à obliger la France à réviser le système politique actuel. Aussi, estime-t-il préférable d'attendre que le déclenchement de mouvements de libération nationale dans les pays d'Amérique latine, à l'image de celui de Cuba, crée le climat propice.

L'évolution des populations étant très différente selon les territoires, M. Rosan-Girard considère qu'il y a lieu de procéder avec prudence. Il convient de réduire chaque obstacle séparément et non d'élargir, par des discussions, la division des forces politiques. L'autonomie est le premier objectif; il faut se borner à lui. Pour l'atteindre, le Front devra s'appuyer sur la jeunesse et surtout sur celle qui, poursuivant ses études en métropole, est généralement acquise aux thèses favorables à l'émancipation des pays anciennement colonisés.

A partir de ces idées, les dirigeants du Front ont décidé de mettre en place l'appareil administratif.

Aussi, aux mois de mai et juin, MM. Manville et Glissant firent plusieurs déplacements. M. Manville se rendit aux Antilles où il eut, selon lui, de nombreux et fructueux contacts avec les représentants politiques et syndicaux ainsi qu'avec les responsables des mouvements de jeunesse.

Au retour de ce voyage, à la fin de mai, il passa par la Havane, où se tenait la réunion du Comité Exécutif de l'Union Internationale des Etudiants, et où il retrouva M. Daniel Blérald, président de l'Association générale des étudiants Martiniquais, et Mme Robo, membre de l'Union des étudiants Guyanais, qui étaient les invités de l'U.I.E.. Il retrouva également M. E. Glissant, qui séjournait alors à Cuba.

De son côté, M. Albert Béville, administrateur en chef de la France d'Outre-Mer, prit des contacts à Paris avec certaines personnalités du Sénégal, pour obtenir une aide matérielle. Si ses démarches sont restées sans succès, semble-t-il, il y a lieu de noter que sa récente nomination à Dakar, par le ~~gouvernement~~ sénégalais, au poste de Directeur de l'Office de commercialisation des arachides, lui permettra d'œuvrer plus librement et plus efficacement en faveur des thèses autonomistes.

ARCHIVES
NATIONALES

D'ores et déjà, M. Béville est entré au Comité directeur de la section "Sénégal" du Front qui vient de se constituer, et se trouve parmi les signataires d'un tract intitulé "M. le Préfet, votre arbitraire témoigne de la justesse et de l'efficacité de notre action". Ce tract a été diffusé à la Guadeloupe pour protester contre la suspension d'un fonctionnaire.

Enfin, une réunion d'information a été organisée, le 15 juin dernier, à la salle du Musée Social, rue Las Cases à Paris. La constitution de deux sections, l'une à Dakar, l'autre chez Renault à Boulogne-Billancourt, a été annoncée à cette réunion; quant à la création de sections en province, elle est envisagée à Montpellier, Marseille, Bordeaux, Toulouse, et Caen.

D'autre part, la parution d'un journal mensuel, Antilles-Guyane, a été décidée. Ce journal, tiré à 3.000 exemplaires, sera imprimé en Martinique. Le premier exemplaire ~~devait~~, en principe, sortir le 1er juillet.

Enfin, un comité directeur provisoire a été élu. Il comprend :

..../

- pour la Martinique

Melle Harlène Hospice, Marie-Joseph-Edouard
Glissant, Georges Alikér, Gilbert Gratian, Deroc, Metrel,
Saneville, Mézière .

- pour la Guadeloupe

Albert Béville, Rosan-Girard, Tika, Benzi,
Torin, Ako, Cocognon.

- pour la Guyane

Nanton Georges, Jean-Marie Robo, Giffard, Severin,
Honorin José, Tiburce Rolie, Gimener, Cléostrate.

Malgré toute la propagande faite autour de la
création du "Front pour l'autonomie", les premiers résultats
obtenus sont jugés décevants par les dirigeants. Ceux-ci,
ont, en effet, été surpris par les réticences qui se sont
manifestées dans la colonie antillo-guyanaise de France.

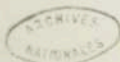
Ce peu d'enthousiasme s'explique par le fait que
M^r Melville, Béville, Glissant et Marie-Joseph ne jouiraient
pas de l'entière confiance de leurs compatriotes qui, indépen-
damment d'un sincère attachement à la France, leur reprochent
de nourrir des ambitions personnelles et d'entretenir, pour
arriver à leurs fins, une agitation politique artificielle
dans les milieux universitaires, sur lesquels ils exercent une
influence indéniable.

A cette réserve globale s'ajoute, chez beaucoup
d'Antillais installés en métropole, surtout chez les fonc-
tionnaires, la crainte de voir leur situation matérielle se
détériorer à l'occasion d'un changement de statut politique.

D'autre part, malgré les efforts déployés ces der-
niers mois par les principaux dirigeants de leurs associa-
tions, les étudiants restent divisés par leurs origines
respectives: les Guyanais, en particulier, ont tendance à se
tenir à l'écart.

.... /

Tous ces facteurs ont concouru à freiner le développement en métropole du Front pour l'autonomie. Conscients de ne pas avoir atteint pleinement le but qu'ils s'étaient assigné, les promoteurs du mouvement estiment que l'effort principal doit maintenant être porté sur place. Les étudiants, à l'occasion de leur retour à la Martinique, à la Guadeloupe et en Guyane, lors des prochaines vacances, seront les artisans de cette politique. Ils devront s'efforcer de gagner la jeunesse à leur cause et de jeter les bases des futures organisations locales.



Les associations d'étudiants, en métropole, ont accepté de participer à cette entreprise et sont en train d'établir un programme d'action. Ainsi, l'Association générale des étudiants guadeloupéens a décidé de faire du 10 août une date commémorative de la première conférence de la jeunesse qui a eu lieu à Pointe-à-Pitre le 10 août 1960. Ce premier anniversaire doit être marqué, aussi bien à Paris qu'aux Antilles, par diverses manifestations publiques.

Il y a lieu, enfin, de rapprocher ces projets d'une information parvenue récemment de la Guadeloupe, selon laquelle les étudiants auraient même l'intention de fomenter des troubles pour faire admettre au gouvernement français que le seul statut politique valable pour les Départements d'Outre-Mer est celui de l'autogestion.